



Après le coronavirus: saisir l'opportunité de transformer l'économie



En décembre 2021, le WWF Suisse a révisé les recommandations formulées en réaction à la crise sanitaire et publiées pour la première fois en mai 2020. Ces recommandations mettent l'accent sur la transformation à long terme de l'économie suisse et sur le cadre politique permettant cette évolution.

Résumé

Causes de la pandémie: la manière dont nous vivons et travaillons encourage la propagation de virus. La déforestation à large échelle et la destruction d'espaces naturels, la proximité croissante entre l'homme et l'animal, surtout sur les marchés, ainsi que les déplacements à l'échelle planétaire en sont quelques exemples.

Éviter les risques de pandémie: des mesures de réduction des risques de pandémie, efficaces sur le long terme, doivent avoir pour objectif d'en combattre les causes. Pour que cela soit possible, une transformation complète de notre économie est nécessaire, afin de respecter les limites planétaires et d'établir une approche de type «one health». L'exploitation de ressources et la production de marchandises doivent être durables et aménagées dans l'esprit de l'économie circulaire. Les mesures visant à diminuer les risques de pandémie, à stopper la perte de biodiversité et à éviter la crise climatique vont de pair.

Rendre l'économie plus résiliente: l'économie doit être développée de manière à rester en mesure de fonctionner, même en cas d'influences subites ou durablement négatives telles que les pandémies ou les changements climatiques. Les prestations importantes fournies par la société comme la prévoyance vieillesse, le système de santé ou l'exploitation et le renouvellement des infrastructures doivent être assurées à long terme (augmentation de la résilience). Les mesures les plus urgentes et les plus importantes sont l'internalisation des coûts environnementaux non couverts, par exemple au moyen de redevances ou de suppléments de risque dans l'octroi de crédits pour des activités commerciales impactant l'environnement.

Programmes d'encouragement: les éventuelles aides destinées à relancer l'économie et à soutenir l'innovation doivent servir exclusivement dans les secteurs et les activités qui sont en accord avec les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat et la convention internationale sur la diversité biologique.

1. Causes et prévention

L'apparition et la propagation de virus et d'autres germes pathogènes sont liées à la surexploitation et à la destruction de la nature

Les preuves scientifiques indiquent que c'est le comportement des êtres humains qui favorise la propagation de virus¹. En détruisant les espaces naturels et en particulier en défrichant les forêts, nous étendons notre espace vital et entrons en contact avec de nouvelles espèces animales, qui peuvent être porteuses de maladies. La proximité entre les êtres humains et les animaux, notamment sur de grands marchés, facilite en outre la transmission de virus à l'homme et nos voyages en accélèrent la propagation dans le monde entier. Notre attitude à l'égard des animaux est un facteur important à ce titre, c'est-à-dire la manière dont nous les détenons, mais aussi le fait que nous ayons besoin de toujours davantage de pâturages et de champs pour satisfaire notre appétit de viande. Des terres que nous gagnons en détruisant les espaces naturels.

Des mesures de réduction et de prévention des risques de pandémie efficaces sur le long terme doivent avoir pour objectif d'en minimiser les causes. Pour que cela soit possible, une transformation complète de notre économie est nécessaire, afin de respecter les limites planétaires² et d'établir une approche de type «one health»³.

Un prix douloureusement élevé

Nous estimons que le prix que nous payons pour lutter contre la pandémie (en Suisse, coûts d'environ 30 milliards de francs suivant les calculs, limitation massive des libertés individuelles, effets négatifs sur l'éducation des enfants et des jeunes) est considérable. Contrairement à d'autres pays, la Suisse peut dégager les moyens financiers nécessaires sans trop de difficultés. Si de tels événements devaient devenir plus fréquents, la situation pourrait toutefois influencer très négativement son niveau de prospérité et de développement.

Comme pour toutes les catastrophes environnementales, investir de manière précoce dans la prévention coûte moins cher que de réparer les dommages par la suite. Par ailleurs, même si les mesures de prévention ont un prix, elles déclenchent des investissements et justifient une activité économique (p. ex. protection contre les crues). La limitation et la réparation des dommages en revanche reviennent souvent à dépenser des sommes sans qu'une prestation économique soit fournie en contrepartie (p. ex. indemnités de chômage).

Nous n'avons, à l'heure actuelle, pas connaissance d'études complètes mettant en relation les coûts de prévention destinés à éviter les pandémies et ceux nécessaires pour en réparer les dommages. S'agissant de la protection du climat, de tels calculs existent en revanche depuis longtemps. En 2006 déjà, le rapport de l'économiste britannique Nicholas Stern montrait clairement que l'évitement du changement climatique serait nettement moins onéreux (environ 1% du produit intérieur brut mondial) que la perte de création de valeur économique si nous ne faisons rien pour le freiner (recul de 5 à 20% du produit intérieur brut mondial). Dans une estimation des investissements nécessaires pour la protection du climat publiée à la mi-août 2021, l'Association suisse des banquiers parvient à une conclusion similaire. Elle montre que ces prochaines années, environ 2% du PIB seulement devraient être investis dans la transformation de l'économie suisse pour atteindre l'objectif d'émissions zéro nettes. 60% de ces investissements sont par ailleurs des investissements de renouvellement réguliers. De plus, la plupart permettent d'économiser des frais d'exploitation. Les dommages potentiels et leurs coûts en l'absence de transformation seraient bien plus élevés.

De manière générale, le WWF Suisse comprend que les pouvoirs publics aient soutenu l'économie suisse pendant la pandémie (et qu'ils continuent à le faire) en prenant des mesures qui reposent essentiellement sur l'utilisation étendue des instruments et mécanismes existants (p. ex. l'extension de l'indemnité en cas de chômage partiel).

¹ WWF Global Science. (2020). Beyond Boundaries: Insights into emerging zoonotic diseases, nature, and human well-being. Internal science brief. Document non publié.

² «Vers une économie respectant les limites planétaires»,

https://www.wwf.ch/sites/default/files/doc-2021-10/WhitePaper_Economie_Limites_planetaires_FR.pdf

³ La santé des êtres humains, des animaux, des plantes et de l'environnement s'influencent mutuellement, les points essentiels étant la sécurité de l'alimentation, l'évitement des zoonoses et la lutte contre les bactéries résistantes, cf. p. ex. <https://www.who.int/news-room/q-a-detail/one-health>

Mais plus ce soutien structurel dure et plus les processus de transformation naturels sont ralentis, rendant des mesures supplémentaires nécessaires par la suite.

Chaque **mesure de soutien déployant un effet à long terme** aurait dû obligatoirement être couplée à des conditions écologiques, au sens du «Built back better», afin d'apprendre des erreurs du passé et de remanier l'économie en conséquence. A l'échelle mondiale, l'économie fait face à un processus de transformation profond, dont les éléments essentiels sont les émissions zéro nettes et l'économie circulaire. Tous deux sont en effet nécessaires pour lutter contre le changement climatique, la perte croissante de biodiversité et les risques de pandémies, mais aussi pour pouvoir assurer suffisamment de ressources à l'économie sur le long terme.

Selon nous, l'État ne doit plus soutenir sans réserve des entreprises appartenant à des secteurs de l'économie qui n'œuvrent pas en accord avec cette transformation. Nous comprenons par exemple que la compagnie Swiss soit aidée. En revanche, nous jugeons aberrant que ce soutien ne dépende pas d'objectifs écologiques.

2. La contribution de l'économie et de la politique à l'évitement des pandémies

Nous ne sommes pas sans défense face aux épidémies et aux pandémies. Le développement de vaccins, de médicaments, de traitements appropriés d'une part et les mesures immédiates pour éviter la propagation des virus et d'autres agents pathogènes (hygiène, distanciation, quarantaines, etc.) d'autre part sont désormais la norme.

Il serait pourtant plus efficace et moins onéreux d'agir préventivement, pour freiner l'apparition de nouveaux agents pathogènes ou leurs mutations. Ces prochaines décennies, un changement structurel doit avoir lieu dans l'économie, afin qu'elle respecte les limites et les capacités des ressources naturelles (économie circulaire) mieux qu'aujourd'hui. Ce changement structurel dépend de la transformation nécessaire pour éviter le réchauffement de la planète.

Mesures au niveau international

La plupart des mesures nécessaires doivent être appliquées à l'échelle internationale. Grâce aux liens qu'elles ont tissés tout autour du globe, les entreprises suisses et leurs fournisseurs peuvent y contribuer de manière substantielle, tant directement qu'indirectement. Les mesures les plus importantes visent à:

- arrêter la déforestation mondiale et reboiser les surfaces défrichées;
- pratiquer l'agriculture d'après les critères du développement durable;
- respecter des normes écologiques et sociales progressistes dans l'exploitation des matières premières;
- construire les nouvelles infrastructures dans le respect des critères écologiques et, en particulier, éviter le morcellement des espaces naturels et la destruction des plus précieux d'entre eux.

En d'autres termes, l'exploitation de ressources et la production de marchandises doivent être durables. Les pratiques illégales doivent par ailleurs être combattues. Pour que cela soit possible, la traçabilité et la déclaration de provenance systématiques des produits doivent être assurées par l'introduction d'instruments de contrôle modernes (numériques) et de systèmes de certification crédibles, p. ex. pour les *soft commodities* comme le poisson, le bois, le soja, l'huile de palme, le café, le cacao ou le caoutchouc. Un accent particulier doit par ailleurs être placé sur le commerce (légal et illégal) et la consommation d'animaux sauvages, ces pratiques pouvant largement contribuer à la propagation de virus.

Contribution de la politique suisse

Aujourd'hui déjà, diverses lois permettent d'encourager les chaînes de livraison durables et d'exiger que les ressources naturelles soient préservées. Plusieurs interventions et processus internationaux sont en cours pour trouver des solutions en la matière. Parmi ceux-ci, citons les suivants:

- Dès le début de l'année 2022, la loi sur la protection de l'environnement (LPE) permet de définir des exigences pour la mise en circulation de matières premières et de produits. Il est alors aussi possible de décréter des interdictions si la culture, l'extraction ou la production et le commerce d'un produit portent sérieusement atteinte à l'environnement ou compromettent sérieusement les ressources naturelles (art. 35e, al. 3 LEP). Une exigence possible serait que les produits agricoles doivent être produits selon le principe DCF (deforestation and conversion free), c'est-à-dire qu'ils ne devront pas avoir été cultivés sur des surfaces qui ont été défrichées ou reboisées et qui sont désormais de moindre qualité.
- Les accords de libre-échange sont une occasion d'exiger, de façon ciblée, des pratiques durables de la part des pays partenaires (p. ex. huile de palme dans l'accord de libre-échange avec l'Indonésie).
- La prochaine conférence de l'ONU sur la diversité biologique (CDB) en avril 2022 offre une chance d'encourager de façon ciblée la protection de la biodiversité. Le principe *30by30* doit en particulier y être adopté (30% des terres et des océans de la planète doivent être protégés ou utilisés dans le respect de la nature d'ici 2030). Lors des négociations, la Suisse doit s'engager activement pour ce principe, d'autant plus qu'elle s'est engagée en ce sens avec 50 autres États dans le cadre de la «High ambition coalition for nature and people».
- Le commerce international d'espèces animales et végétales menacées doit être strictement et systématiquement contrôlé et surveillé, en particulier lorsqu'il passe par la Suisse (aussi le commerce sur internet).

3. Renforcer l'économie face aux événements soudains

Conditions-cadres pour une économie écologique et résistante à la crise

La crise du coronavirus montre à quel point notre économie est vulnérable. Des interruptions dans certains secteurs – en particulier dans les chaînes de création de valeur mondiales – ont mis en difficulté, par effet de domino, des secteurs de l'économie qui ne sont pas directement concernés.

Il faut donc que l'économie du futur soit sensiblement mieux armée pour faire face aux crises et qu'elle devienne plus résistante. Les entreprises doivent être capables de supporter une longue période de difficultés et les chaînes de livraison adaptées de manière à assurer l'approvisionnement en biens vitaux par divers moyens et à fonctionner sur le long terme. Les dépendances unilatérales doivent être réduites, les chaînes de livraison aménagées de manière plus flexible et les possibilités de stockage étendues.

Reste encore à définir si les entreprises doivent réaménager elles-mêmes leurs chaînes de livraison pour être en mesure de recourir à plusieurs options. Des sondages, par exemple celui de Deloitte Suisse, montrent que près d'un tiers des entreprises interrogées traitent cette question activement et souhaitent, entre autres, examiner la possibilité de procéder à davantage d'achats au niveau local⁴. Du point de vue environnemental, il serait judicieux que l'approvisionnement en matières premières et en produits semi-finis se déroule davantage à proximité (pour réduire les distances de transport et ainsi réduire l'impact sur l'environnement). La politique peut soutenir ces efforts de façon ciblée (voir paragraphe suivant).

Divers acquis centraux de la société (prévoyance vieillesse, système de santé, infrastructures et leur renouvellement régulier) dépendent aujourd'hui, dans une large mesure, de la croissance continue de l'économie. Il s'agit donc d'analyser si ces domaines critiques pour le fonctionnement du système peuvent être réaménagés afin qu'ils continuent de fonctionner même lorsque l'économie stagne en raison d'une crise de longue durée.

Contribution de la politique suisse

Aujourd'hui, l'économie a une chance de s'orienter vers une perspective à long terme comprenant moins de risques qui, si elle est bien conçue, profitera aussi à l'environnement. Les nouvelles conditions-cadres rendront ces mesures attractives pour l'économie privée également. En font par exemple partie:

- **L'internalisation des coûts environnementaux externes**, assumés par la collectivité, dans les comptes d'exploitation des entreprises. Actuellement, la mesure la plus importante à cet égard est l'introduction d'une taxe

⁴ <https://www2.deloitte.com/ch/de/pages/consumer-industrial-products/articles/globale-lieferketten-kommt-es-zu-einem-reshoring.html>, consulté le 1.9.2021

sur le CO₂ dans le plus grand nombre de pays possible. Cette mesure aura pour effet de renchérir le déplacement des marchandises sur de longues distances à l'aide de moyens de transport alimentés aux combustibles fossiles, de contribuer à mettre en place des chaînes de livraison reposant sur des structures de proximité ou à opter pour des moyens de transport et des carburants plus respectueux de l'environnement. Deux options s'offrent à la Suisse: premièrement, aller seule de l'avant et introduire une taxe CO₂ sur les carburants. Les possibles désavantages peuvent être compensés par un ajustement fiscal à la frontière (border tax adjustment). Deuxièmement, suivre une procédure coordonnée avec des États partageant ses intentions. Lorsqu'un certain nombre d'États possédant un pouvoir suffisamment important sur le marché se seront réunis («solution de club»), l'introduction d'une taxe sera plus simple.

- Les **taux de capital propre prescrits aux banques et aux assurances par la loi** doivent, à l'avenir, être modifiés de manière à prendre en compte les risques pour le climat et la biodiversité engendrés par le financement d'entreprises. Les coûts du capital augmentent ainsi pour les entreprises, qui auront plus de peine et moins d'intérêt à faire des affaires qui présentent un risque et sont nocives pour l'environnement⁵. Des taux de capital propre élevés obligent à prendre davantage de précautions dans la conduite des affaires, ce qui ménage les ressources.
- **Soutien aux programmes de recherche** dont le but est d'analyser comment les acquis critiques pour le système (prévoyance vieillesse, système de santé, renouvellement des infrastructures) peuvent être réaménagés pour continuer à fournir leurs prestations habituelles, aussi pendant de longues phases de stagnation économiques.

4. Utiliser les aides pour transformer l'économie

Les éventuelles aides destinées à relancer l'économie et à soutenir l'innovation – qu'il s'agisse de programmes existants ou nouveaux – doivent servir exclusivement dans les secteurs et pour les activités qui sont en accord avec les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat et la Convention internationale sur la diversité biologique. Elles sont une opportunité d'accélérer la transformation nécessaire vers une économie plus durable.

Divers programmes en cours et projets de lois présentent des chances d'utiliser les aides (supplémentaires) de façon ciblée, en faveur de la protection du climat et de la biodiversité. En font partie, notamment

- l'encouragement de l'économie circulaire, p. ex. dans le cadre du NTN Innovation Booster d'Innosuisse;
- les assainissements dans le secteur du bâtiment, en particulier aussi dans le cadre du modèle de prescriptions énergétiques des cantons (MoPEC);
- les mesures visant la réduction des apports de substances nocives dans les eaux souterraines et dans l'eau potable dans le cadre de la politique agricole;
- la mise en œuvre de la Stratégie Biodiversité nationale en Suisse;

L'exploitation, la production et la distribution d'agents énergétiques fossiles et l'utilisation de technologies fonctionnant avec de l'énergie fossile ne doivent plus être soutenues. Les approches variées en vue d'une économie et d'une société axées sur l'avenir, respectant les limites des capacités de la planète, doivent en revanche être encouragées, soutenues et promues. Sans oublier les chances que présente une utilisation systématique de la numérisation pour préserver l'environnement.

⁵ Nature is too big to fail. Biodiversity: The next frontier in financial risk management. Rapport de PWC Suisse et du WWF Suisse, janvier 2020. [https://www.wwf.ch/sites/default/files/doc-2020-01/Nature is too big to fail_EN_web.pdf](https://www.wwf.ch/sites/default/files/doc-2020-01/Nature%20is%20too%20big%20to%20fail_EN_web.pdf)



Unser Ziel

Gemeinsam schützen wir die Umwelt und gestalten eine lebenswerte Zukunft für nachkommende Generationen.

WWF Suisse

Hohlstrasse 110
Case postale
8010 Zurich

Tél.: +41 (0) 44 297 21 21
Fax: +41 (0) 44 297 21 00
wwf.ch/contact

Dons: CP 80-470-3
wwf.ch/dons